



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement économique et numérique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clare HART, Stéphanie JANNIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN

## **Développement économique et numérique - Mesures de soutien aux acteurs économiques face à la crise sanitaire et économique Covid-19 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole se confronte à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec parfois des conséquences importantes pour son tissu économique.

En tant qu'interlocuteurs majeurs du monde économique, la Métropole met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité avec les aides gouvernementales. Ces mesures seront adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente.

Dans ce cadre la Métropole propose la mise en place d'un fonds d'aide exceptionnel afin de réduire les difficultés des entreprises les plus impactées, plus précisément les salles de sport et fitness ainsi que les professionnels de la restauration et du tourisme.

Cette mesure se présente sous la forme d'une aide aux loyers professionnels jusqu'à 1000 euros sur le mois d'octobre 2020 pour les activités impactées suite à l'arrêté préfectoral N°2020-01-1108.

Durant cette période de crise sanitaire et économique, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises. Il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires du parc immobilier privé dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales. Cette action permettra de favoriser la continuité de l'activité économique du territoire pour ces secteurs fortement représentés sur le territoire et par conséquent maintenir l'emploi, dimension essentielle de la politique publique de développement économique.

A travers un dispositif d'aide exceptionnel il s'agit de proposer le paiement du loyer du mois d'octobre 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation.

Le dispositif s'appuie sur :

- les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale,
- la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 n°2020/C911/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites *de minimis*.

Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées ci-dessous. Cette aide est égale au montant du loyer du mois d'octobre 2020 incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 1000 € au maximum.

Peuvent bénéficier de cette aide, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel, et que le bailleur n'est pas Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 3° Avoir une activité stipulée dans les listes annexées S1 et S1 Bis ;
- 4° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus ;
- 5° Être dans un cas de fermeture administrative causé par l'arrêté préfectoral ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport au mois d'octobre 2019 sur la base d'une attestation comptable déclarant les chiffres d'affaires d'octobre 2020 et d'octobre 2019 ;
- 6° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 7° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 €, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 30 septembre 2020 doit être inférieur à 41 667 €, sur la base d'une attestation comptable ;
- 8° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € au titre du dernier exercice clos, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 30 septembre 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois sur la base d'une attestation comptable ;
- 9° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

Le versement de cette aide suppose la signature d'une convention d'attribution entre le bénéficiaire et Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de la convention type d'attribution entre chaque bénéficiaire et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que la dépense correspondante est inscrite au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Liste des activités éligibles
- Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.